



Paris, le 15 mars 2018

Contribution Indicateurs de l'UNESCO sur l'universalité de l'internet

Nous vous transmettons cette note élaborée en commun par la Commission Nationale Française pour l'UNESCO et la Délégation française auprès de l'UNESCO.

Appréciation générale du document proposé.

Nous considérons que le document proposé comme une excellente base de travail, qui trouve un équilibre entre un regard sur internet comme source de nouvelles opportunités économiques et une vision d'internet comme outil indispensable à l'exercice d'une citoyenneté contemporaine.

Nous proposons 11 contributions réparties autour de 6 axes contributifs : l'importance de l'accès aux données, le nécessaire accès aux ressources lexicales et culturelles, la nécessité d'une éducation aux médias, l'utilisation d'internet pour des services « citoyens », un développement durable exemplaire, la confiance des citoyens dans l'internet.

Nos contributions s'appuient essentiellement sur les travaux de Brigitte Simonnot Professeure à l'Université de Lorraine, Directrice adjointe du Centre de recherche sur les médiations. Nous la remercions vivement pour son aide précieuse.

Axe de contribution 1 : l'importance de l'accès aux données

Nous souhaitons intégrer dans le document un accès plus ouvert et plus large aux « données » et pas uniquement à « l'information ». L'information peut être en effet une interprétation partielle de la part de celui qui la communique (notamment lorsqu'il s'agit d'acteurs commerciaux) alors que l'accès aux données permet potentiellement à chaque citoyen et chercheur de se forger son propre jugement.

Nos contributions:

LES INDICATEURS DE L'UNIVERSALITÉ DE L'INTERNET – CATÉGORIE O –
OUVERTURE

THÈME D – CONTENU OUVERT

p15

D.3 Le gouvernement offre-t-il ou encourage-t-il l'accès à l'information publique, et en favorise-t-il le partage ?

Contribution 1 : Propositions d'ajouts

Le gouvernement offre-t-il ou encourage-t-il l'accès aux données et à l'information publique, et en favorise-t-il le partage ?

Indicateurs :

- Existence et nature des politiques du gouvernement pour l'accès et le partage des données et de l'information publique, y compris la mise à disposition de licences creative commons ou similaires

Contribution 2 : Propositions de précision

D.4 Le gouvernement encourage-t-il l'utilisation de ressources éducatives ouvertes (REO) et favorise-t-il l'accès ouvert aux ressources universitaires et scientifiques ?

Indicateur :

- Cadre de politiques éducatives relatif aux REO
- Dispositions pour l'accès aux ressources universitaires et scientifiques de la part des institutions et des étudiants de l'enseignement supérieur

Contribution 3 : Propositions d'ajouts de question et d'indicateur

D.4 bis Le gouvernement encourage-t-il les chercheurs à partager leurs publications et leurs données de recherche de manière ouverte ?

Indicateur :

- Dispositions légales et institutionnelles pour le libre archivage des publications scientifiques et des données de la recherche

Axe de contribution 2 : Le nécessaire accès aux ressources lexicales et culturelles

Nous souhaitons insister sur la pluralité nécessaire dans l'accès aux ressources lexicales. Les wikipédias sont développés par pays de façon autonome ce qui induit des ressources inégales. D'autres ressources lexicales en open source se développent dans les milieux universitaires par exemple et il semble important d'en souligner l'accès. Par ailleurs, la part des informations locales avec un contenu culturel (versus la montée en puissance du nombre de pages à but lucratif) semble un axe à développer. En effet, les langues locales se partagent également via les œuvres et le patrimoine culturel.

Nos contributions:

LES INDICATEURS DE L'UNIVERSALITÉ DE L'INTERNET – ACCESSIBLES À TOUS THÈME E – CONTENU LOCAL ET LANGUES LOCALES

p21

E.2 Y a-t-il sur l'Internet un volume important et grandissant de contenu sur le pays, y compris du contenu produit localement ?

Contribution 4: Proposition de précision et ajout d'indicateur :

E.2.1 Y a-t-il sur l'Internet un volume important et grandissant de contenu **linguistique** sur le pays, y compris du contenu produit localement ?

Indicateur :

- Nombre d'articles/mots sur la Wikipedia concernant le pays, par rapport à d'autres pays, sources comprises (proportion générée à l'intérieur du pays)
- **Nombre des dictionnaires et autres ressources lexicales en langue locale en ligne**

Contribution 5: Proposition d'ajout d'une question et de 2 indicateurs :

E.2.2 Y a-t-il sur l'Internet un volume important et grandissant de contenu culturel (textes, audiovisuel) sur le pays, y compris du contenu produit localement ?

Indicateurs :

- **Nombre de bibliothèques numériques en ligne et volume des fonds numérisés ou nativement numériques (texte, audiovisuel)**
- **Nombre de sites web de musées organisant des expositions en ligne, nombre de sites de valorisation du patrimoine culturel local**

Axe de contribution 3 : La nécessité d'une éducation aux médias

Nous souhaitons mettre en avant l'éducation aux médias et à l'information pour les plus jeunes. L'éducation aux médias, distincte de la formation aux TIC, permet à chacun de comprendre la manière dont l'information est produite et de pouvoir ainsi l'interpréter. La participation des enseignants à de tels programmes est primordiale et nécessite formation et incitation.

Nos contributions:

THÈME F – CAPACITÉS / COMPÉTENCES

p22

F.1 Les programmes de l'enseignement primaire et supérieur comportent-ils des formations aux TIC et à l'Internet, axés sur une utilisation efficace en toute sécurité, et sont-ils mis en pratique ?

Indicateurs :

- Politiques sur les programmes scolaires
- Données probantes du caractère approprié des programmes éducatifs à niveau primaire, secondaire et tertiaire
- Proportion d'enseignants du primaire et du secondaire avec une formation en TIC ou des pratiques pédagogiques assistées par les TIC
- Proportion d'écoles avec une instruction assistée par ordinateur
- Proportion d'apprenants avec un accès Internet à l'école

Contribution 6: Proposition d'ajouts :

F.2 Le gouvernement ou autres parties offrent-ils des programmes d'éducation à l'information et aux médias (y compris les aspects numériques) aux jeunes et aux adultes, et ceux-ci sont-ils utilisés par les citoyens ?

Indicateurs :

- Existence de programmes d'éducation à l'information et aux médias, et statistiques d'utilisation, ventilées par âge et genre
- Perception de la maîtrise de l'information et des médias parmi les utilisateurs

Contribution 7: Proposition d'ajout de 2 indicateurs :

- Existence de formations à l'éducation à l'information et aux médias pour les enseignants qui exercent dans l'enseignement primaire et secondaire, en formation initiale et en formation continue
- Incitations faites aux enseignants de suivre ces formations

Axe de contribution 4 : L'utilisation d'internet pour des services « citoyens »

Sur la thématique du genre, il semble important de ne pas laisser penser que l'utilisation d'internet pour les femmes se réduit à l'utilisation de services financiers ou commerciaux (ce qui renverrait les femmes à un stéréotype de genre) et d'élargir les indicateurs à des services citoyens tels que ceux du C5.

Nos contributions:

INDICATEURS DE L'UNIVERSALITÉ DE L'INTERNET DE L'UNESCO – INDICATEURS TRANSVERSAUX

GROUPE A – GENRE

p26

A.3 Les femmes et les hommes participent-ils dans une même mesure à l'utilisation des services en ligne ?

Indicateurs :

- Proportion d'utilisateurs Internet qui utilisent les réseaux de médias sociaux, ventilés par genre
- Proportion de citoyens adultes qui utilisent les services financiers mobiles, ventilés par genre

Contribution 8: Proposition d'ajout de fusion avec les 3 indicateurs de la section C5 (ci-dessous) :

- Proportion de citoyens adultes qui utilisent les services du gouvernement en ligne pour des catégories spécifiques, globale et ventilée par genre
- Proportion de citoyens adultes qui utilisent les services d'apprentissage en ligne, ventilée par genre
- Proportion de citoyens adultes qui utilisent les services de santé en ligne, ventilée par genre

Axe de contribution 5 : Un développement durable exemplaire

Concernant les DEEE, il conviendrait de rajouter un indicateur de responsabilité environnementale concernant la traçabilité des déchets. D'autre part, les bibliothèques, même si toutes ne sont pas publiques seraient un indicateur à rajouter pour mesurer l'accès à internet dans les lieux assurant un service public.

Nos contributions:

GRUPE C – DÉVELOPPEMENT DURABLE
p28

Contribution 9: Proposition d'ajout d'un indicateur :

C.2 Le gouvernement a-t-il une politique commune sur la gestion des déchets électroniques et celle-ci est-elle appliquée efficacement ?

Indicateurs :

- Existence d'une politique nationale relative aux déchets électroniques, et éléments de preuve sur sa mise en oeuvre
- Taux de collecte des déchets électroniques
- Taux de traitement de ces déchets dans le pays et taux d'exportation de ces déchets

Contribution 10: Proposition d'ajout d'un indicateur :

C.6 Quelle proportion d'installations de service public a un accès Internet ?

Indicateurs :

- Proportion d'écoles primaires avec un accès Internet
- Proportion de cliniques avec un accès Internet
- Proportion de bibliothèques avec accès Internet

Axe de contribution 6 : la confiance des citoyens dans l'internet

La question de la confiance des citoyen-nes dans l'internet et dans le contenu des sources d'information en ligne est essentielle notamment avec le phénomène des « fake news ». La question posée semble donc composite et regroupe des éléments hétérogènes. Il conviendrait de distinguer la perception par les citoyens/individus de manipulation de l'information/désinformation par acteur.

Nos contributions:

GROUPE E – ASPECTS JURIDIQUES ET ÉTHIQUES DE L'INTERNET (page 30)

E.7 Les citoyens croient-ils que le contenu des sources d'information en ligne est déterminé ou manipulé par le gouvernement, des gouvernements étrangers, des intérêts commerciaux ou des intérêts partisans ?

Indicateur :

- **Éléments de preuve provenant de sources crédibles montrant que le gouvernement ou d'autres acteurs cherchent à désinformer**
- **Perceptions de l'Internet et du contenu Internet (dans des enquêtes de ménages et des sondages d'opinion)**

Contribution 11: Proposition de reformulation de la question 7 en 5 sous-questions et indicateurs :

E.7.1 Les citoyens croient-ils que le contenu des sources d'information en ligne est déterminé ou manipulé par le gouvernement de leur pays ?

Indicateur :

- **Éléments de preuve provenant de sources crédibles montrant que le gouvernement de leur pays cherchent à désinformer**

E.7.2 Les citoyens croient-ils que le contenu des sources d'information en ligne est déterminé ou manipulé par des gouvernements étrangers ?

Indicateur :

- **Éléments de preuve provenant de sources crédibles montrant que des gouvernements étrangers cherchent à désinformer**

E.7.3 Les citoyens croient-ils que le contenu des sources d'information en ligne est déterminé ou manipulé par des intérêts commerciaux ?

Indicateur :

- **Éléments de preuve provenant de sources crédibles montrant que des intérêts commerciaux cherchent à désinformer**

E.7.4 Les citoyens croient-ils que le contenu des sources d'information en ligne est déterminé ou manipulé par des intérêts partisans ?

Indicateur :

- **Éléments de preuve provenant de sources crédibles montrant que des intérêts partisans cherchent à désinformer**

E.7.5 de façon générale, quelle est la perception par les citoyen-nes de l'Internet et du contenu Internet ?

- **Éléments provenant des enquêtes de ménages et des sondages d'opinion**